

ÉDUCATION DU MONDE RURAL ET PRODUCTION AGRICOLE

par

M. Paul MASSON

*Directeur Général du Bureau
pour le Développement de la Production Agricole*

Ce n'est pas ici, à Madagascar, que je développerai longuement l'importance et les difficultés du monde rural. Vous le savez, sur 120 pays qui ont l'indépendance nominale, il en est 100 dont 80 % de la population vit, peine avec la terre, sur la terre.

Cette population rurale est un monde difficile à cerner, à comprendre, à animer. Le paysan est dépendant étroitement du milieu physique dans lequel il vit et qui conditionne à la fois son comportement physique, son comportement psychologique, son travail et son niveau de vie. Mais encore le paysan est tributaire du milieu humain ou il se trouve. La caractéristique du cultivateur de tous les pays du monde — et aucun n'y fait exception — c'est son isolement psychologique et économique, c'est la pression qu'il subit de la part du groupe, des traditions, des interdits, c'est enfin sa méfiance instinctive pour tout ce qui touche les novations, pour tout ce qui est pour lui l'aventure. Enfin troisième contrainte, le paysan est tributaire du milieu économique. Il est très souvent en position d'économie de subsistance, c'est-à-dire qu'il travaille pour manger avant de travailler pour acheter.

L'objectif, à la fois philosophique, économique et technique que tous les penseurs, tous les techniciens, tous les scientifiques du monde s'acharnent à atteindre, c'est en définitive, faire participer

aussi vite, aussi intensément que possible, le monde rural au mouvement des échanges culturels, économiques, techniques.

Pour cela, il faut rompre ou contrôler la triple et terrible contrainte qui les conditionne. Il faut rompre d'abord la contrainte sociologique du groupe de telle sorte que, par un goût nouveau du progrès, par une aspiration à l'aventure moderne, par le désir du neuf, par la volonté d'améliorer son genre de vie, le paysan s'insère dans les structures modernes et participe au mouvement de progrès du monde.

Il faut rompre la contrainte de la nature par la modernisation des techniques, des méthodes et des moyens. Contrôle partiel bien entendu des phénomènes naturels ; amélioration des techniques du sol, la lutte contre l'érosion, contrôle des eaux de telle sorte que les eaux indisciplinées et sauvages deviennent utiles et fécondes ; et enfin amélioration des conditions de l'exploitation par la recherche de matériel végétal ou animal adapté, par l'utilisation des engrais, des insecticides, de tout ce qui peut mettre le paysan en condition de lutte contre ce frein naturel qui l'opprime trop souvent.

Enfin, il faut rompre aussi la contrainte économique. Il faut pour cela insérer le monde rural dans le circuit moderne des échanges, il faut qu'il produise pour vendre et non pas qu'il produise uniquement pour se nourrir. Il faut le libérer des conditions défavorables de l'exploitation, il faut l'amener à des structures et des dimensions de l'exploitation valables et rentables économiquement. Il faut lui donner une capacité d'emprunt et une capacité de défense contre l'intermédiaire et aussi contre le consommateur. Il faut enfin, et surtout peut-être, le libérer des conditions défavorables d'un marché qu'il ne contrôle pas, où le consommateur est roi et qui le pénalise intégralement.

En définitive, l'action de modernisation rurale, cette volonté philosophique d'insertion dans la voie des échanges culturels, techniques et économiques, cette action de modernisation rurale doit être totale, globale, intégrée pour être utile. Je crois que c'est une erreur à la fois fondamentale et malheureusement trop répandue que de considérer tantôt le cultivateur comme producteur, tantôt comme un consommateur et tantôt comme un contribuable. Il faut en lui, rechercher l'homme dans sa complexité, le paysan vivant dans son milieu, pour en faire un citoyen. Et c'est bien là le difficile de la modernisation, et c'est bien là la cause de tous les échecs dont le monde retentit, de l'est à l'ouest, de la Chine et de la Russie jusque dans nos pays libéraux, et dans trop de pays du Tiers-Monde.

En effet, la disparité des actions, à la fois sociologiques, techniques, économiques, la multiplicité des techniques nécessaires et parallèles du forestier, du vétérinaire, du zoo-technicien, du pédologue, de l'ingénieur du génie rural, du coopérateur, enfin la prolifération des structures d'impulsion gouvernementale, conduisent inévitablement à la dispersion des efforts et à la contradiction des interventions, sauf si une volonté de coordination puissante s'y oppose.

En fait, la mise en mouvement du monde rural doit entraîner la rupture :

- de la contrainte sociologique grâce à l'éducation, à la formation et au perfectionnement des cadres,
- de la contrainte économique par l'organisation de la commercialisation et du crédit,
- de la contrainte de la nature par la vulgarisation des techniques de base.

Pour réaliser cette triple rupture, il importe de bâtir en même temps une structure qui doit être imaginée de telle sorte qu'elle puisse rassembler en un même lieu, pour les mêmes hommes tout ce qui touche à la fois la culture, la technique et les pouvoirs économiques que l'homme a su concentrer en ses mains.

Pour chacune de ces contraintes, nous allons voir comment on peut arriver, progressivement certes, mais avec persévérance, à amener le cultivateur à s'insérer dans cette loi naturelle des échanges qui conditionne l'évolution du Monde.

CONTRAINTES SOCIOLOGIQUES

La lutte contre les contraintes sociologiques implique l'éducation, la formation ou le perfectionnement.

I. — *EDUQUER, qu'est-ce ?*

C'est essentiellement ouvrir l'esprit d'un homme et d'une femme aux novations, les sensibiliser à l'aspect extérieur des choses, les libérer d'une appartenance, et les amener à rechercher, à découvrir, c'est les rendre en quelque sorte disponibles.

L'éducation touche à la fois l'enfant et l'adulte, elle concerne aussi cette période difficile de l'adolescence où l'enfant a quitté son école et où l'homme n'est pas encore à l'âge de son métier. Enfin, elle concerne la femme.

Cette éducation peut se faire bien sûr chez l'enfant, par l'enseignement, mais combien cet enseignement dans les pays du Tiers-Monde, est, dans sa présentation, dans son expression, mal adapté aux structures, aux mentalités, au milieu qui conditionnent l'état d'esprit de celui qui est appelé à en bénéficier. Par système, par défaut d'imagination, on a trop souvent transposé purement et simplement l'expression de la connaissance d'un certain monde, vers un monde qui n'a ni le même style, ni le même environnement, ni la même cadence d'expression.

Sans faire d'enseignement au rabais et par une adaptation du matériel pédagogique, de telle sorte que l'enfant ne se sente pas perdu par l'expression nouvelle d'une science qu'il veut appréhender, et dont il ne retrouve pas les concordances de sa vie de tous les jours, je pense que l'on pourrait très bien donner à l'homme de demain du monde rural, la connaissance et les rudiments de la science, sans pour autant lui donner le sentiment d'être obligé de fuir un milieu où il aurait tendance à se considérer comme aux travaux forcés.

L'adolescent ne doit pas être laissé à l'abandon, entre le moment où il a quitté l'école et le moment où il va accomplir son métier d'homme. Combien de fois, constatons-nous dans les pays dits industrialisés, que le titulaire du certificat d'études qui a rompu avec l'entraînement scolaire entre 14 et 20 ans, sait à peine compter, faire sa division et sa soustraction au moment du service militaire. A fortiori, lorsque l'enfant quitte l'école, se retrouve dans un milieu analphabète ou quasi analphabète et n'a plus l'entraînement de la pensée et l'exercice de la connaissance, il ne retrouvera plus les moyens de la connaissance et la plus grande partie de l'acquis et de l'investissement intellectuel fait pour lui par l'Etat aura été perdue. Ce problème de l'adolescence n'a pas été résolu, même dans les pays industrialisés. Il est capital, ici, car l'investissement intellectuel coûte très cher et les budgets nationaux des pays du Tiers-Monde consacrent à peu près 25% de leurs dépenses en dépenses scolaires. Il est dramatique que cet investissement soit en grande partie perdu, parce qu'il n'y a pas continuité entre l'enfant et l'adulte.

En ce qui concerne l'adulte, l'éducation est aussi indispensable lorsqu'on veut arriver à la sensibilisation du monde rural. Mais les méthodes pour un homme qui a déjà vécu, qui a ses soucis et ses contraintes ne sont pas les mêmes. Un certain nombre de spécialistes, de chercheurs émérites, de praticiens qui ont accepté l'isolement et la dure contrainte de la vie des campagnes ont mis au point des méthodes d'animation rurale qui portent leurs fruits et qui permettent aujourd'hui de penser que dans un milieu analphabète, on peut en quelques années détecter, sensibiliser et amener à la notion de progrès des

hommes qui acceptent ce volontariat, avec le risque qu'il comporte mais avec tout l'engagement qu'il mérite.

Enfin, personne ne dira combien dans un milieu rural, surtout dans celui du Tiers-Monde la place de la femme est importante, dans son reflet sur la vie de tous les jours, dans sa présence quotidienne au foyer, dans son rôle d'éducatrice des enfants d'aujourd'hui, des hommes de demain. Je crois qu'une des très grandes lacunes de notre recherche en matière éducative de masse, est de ne pas savoir comment, ni par quels moyens on peut arriver à toucher le secteur féminin, facteur d'entraînement très considérable qui peut agir par le foyer et par l'enfant sur l'homme et qui peut l'amener plus facilement à une volonté de découverte et de progrès.

L'éducation pourrait être beaucoup plus répandue si on utilisait plus largement, plus profondément, un certain nombre de méthodes de pédagogie active. Elles ont le mérite d'être mises au point mais sont trop souvent encore l'apanage de spécialistes trop rares et ne sont pas encore entrées dans le domaine de la vulgarisation.

II. — Enfin, *former* c'est-à-dire donner un outil technique à l'individu éduqué, le *perfectionner*, c'est la tâche de tous les jours, celle de l'entreprise et celle aussi de l'Etat. Trop souvent, en effet, on considère la formation faite une fois pour toutes et, lorsqu'on a son brevet, son diplôme, sa peau d'âne, on considère qu'on n'a plus rien à apprendre et qu'on peut exercer une vie avec la base de départ acquise à l'école. La formation doit être permanente et quotidienne, bien des entreprises le savent, qui, périodiquement, reprennent leurs cadres, les « recyclent » comme on dit, les perfectionnent pour les mettre au courant de l'évolution de techniques qui font des bonds considérables de par le monde.

Trop souvent, l'Etat seul oublie que ses serviteurs ont aussi à être formés et perfectionnés et les abandonne à la léthargie des bureaux et à la facilité des avancements. Le capital qui dort se trouve finalement perdu par le manque de perspectives dans la formation des cadres.

Par les centres de formation professionnelle, par les écoles de cadres régionaux, par les écoles de cadres nationaux, on doit arriver à façonner une élite, à la maintenir en haleine, à la perfectionner constamment, à la convaincre qu'ailleurs il se passe des expériences et que le monde n'est pas limité à l'horizon d'un bureau ou d'une famille. Alors par l'éducation d'une part, la formation des cadres d'autre part, cette contrainte sociologique, premier des facteurs de la léthargie du monde rural, pourra disparaître permettant au paysan, au milieu rural, de s'exprimer et d'être disponible.

CONTRAİNTE TECHNIQUE

Lutter contre la contrainte technique, c'est le deuxième pilier de notre construction, et tous les hommes de l'art se sont attachés à la recherche, à l'expérimentation, à la vulgarisation des techniques qui peuvent permettre à la fois de peser sur la nature, de peser sur les techniques, de vulgariser les connaissances.

Peser sur la nature c'est, vous le savez, le contrôle de l'érosion des terres, celui des eaux, la reforestation, la lutte contre les phénomènes météorologiques.

Peser sur les techniques, c'est simplifier le travail de l'homme, accroître les rendements, donner au cultivateur un meilleur matériel végétal ou animal, c'est lui permettre d'avoir une meilleure faculté de conservation de la récolte, de sorte que les déprédations ne lui enlèvent le tiers ou la moitié du produit de son travail.

Vulgariser, ne peut se faire, par contre, que par un encadrement dense où le rôle du cadre moyen est capital. Qu'est-ce que le cadre moyen agricole ? Est-ce un agent d'exécution, est-ce un homme issu du terroir, est-ce un technicien déjà évolué ? C'est à la fois l'un et l'autre et c'est bien là, le difficile et la noblesse du cadre moyen que d'être tout à la fois, l'interprète du technicien vis-à-vis du paysan analphabète ou ignorant, et l'avocat du paysan vis-à-vis du technicien.

Interprète : ce cadre moyen doit pouvoir traduire en langage simple l'expression d'une technique difficile donnée, de telle sorte qu'il puisse mettre cette technique, son approche, ses méthodes, à la disposition de celui qui ne sait pas et qui est disponible.

Mais aussi, en sens contraire, il doit être l'avocat du milieu pour expliquer au technicien les vrais besoins d'une collectivité qui ne peut pas toujours s'exprimer et qui se trouve paralysée dans cette expression par un homme de l'art qui n'est pas de son milieu et qui ne peut pas comprendre le langage de tous les jours des hommes de la campagne.

Ce cadre moyen, à qui l'on donne quelquefois une place marginale, est en fait la clef de voûte de tout un système. Sans lui, le courant ne passe pas, car il se produit un court-circuit là où il n'est pas. Il n'y a pas de communication entre la connaissance de la technique et le milieu ou la collectivité à laquelle elle est destinée, s'il n'y a pas cet intermédiaire obligé, vigilant, constant, qui est le cadre moyen avocat et interprète de l'un et de l'autre.

Alors, si l'on voit l'homme à sa place, si l'on prend conscience de son rôle sans lequel rien ne se fait et ne se fera nulle part, apportera-t-on plus de soins à sa formation, à son contrôle, à son perfectionne-

ment, à sa promotion sociale ne considèrera-t-on plus que l'homme qui part en brousse est celui qui n'a pas pu servir à la ville, mais au contraire que la noblesse de ce travail requiert une attention, un dévouement et une volonté de servir qui méritent récompense et dignité.

CONTRAINTE ECONOMIQUE

Pour vaincre la contrainte, là encore, il faut rompre l'isolement du cultivateur, organiser en même temps la profession, la commercialisation et le crédit, trois pivots indispensables qui impliquent chacun une prospection et une réflexion.

Il faut que le cultivateur isolé entre dans un groupe pour qu'il puisse se défendre à la fois contre lui-même, ses tentations et ses erreurs, et contre les autres. Le *groupement*, dans tous les pays du monde, l'association, c'est à la fois le commencement de la dignité et le commencement de la force, et lorsque le citoyen de demain, qui est le cultivateur d'aujourd'hui, aura compris qu'associé il peut mieux lutter contre les éléments et contre les hommes, il aura fait un très grand pas vers la promotion. Groupement, association de producteurs, coopérative, mutuelle, toutes les formules sont possibles : l'important c'est de donner à l'homme isolé le sentiment que par ce groupe il peut s'évader du cercle infernal qui le condamne. Toutes les impulsions de l'État seront bonnes qui donneront cette volonté d'association, d'efforts mis en commun, permettant de briser cette contrainte naturelle, physique, économique et culturelle.

Organiser la *commercialisation*, c'est l'évidence.

Vous pouvez inciter le paysan à produire, à cultiver plus, ou cultiver mieux, vous pouvez même prêcher d'exemples devant lui, sa méfiance naturelle, son instinct ne le poussera à admettre et ne le poussera à adhérer que dans la mesure où il aura vu le résultat de son propre effort. Ce résultat c'est un profit, car son travail n'est récompensé que par la vente de ce qu'il produit, et tant qu'il n'aura pas la certitude de mieux vendre dans des conditions profitables, il ne consentira pas un effort supplémentaire. Toutes les techniques mises bout à bout ne suffiront pas à amener l'homme de la culture à être persuadé de la véracité de ce que l'homme de la ville lui enseigne, tant qu'il ne pourra pas être assuré d'un débouché et d'une rentabilité de son effort, et pour cela l'organisation de la commercialisation est la clef de ce problème.



Valoriser le produit par une transformation sur place, placer ce produit, organiser la vente, assurer des débouchés, voilà le rôle de l'Etat.

Organiser le crédit, c'est donner des possibilités d'endettement raisonnables au paysan, ne pas le charger en cette matière, pratiquer un crédit éducatif, c'est-à-dire un crédit conçu pour récompenser l'homme qui travaille par le crédit, et non pas celui qui bénéficie de faveurs ou d'entregent. Assurer par ailleurs la garantie collective des emprunts permettra à l'organisme bancaire de consentir plus facilement un crédit dont le paysan profitera. Tels sont les problèmes qui sont, là encore, posés à l'Etat et qui conditionnent le progrès.

LES STRUCTURES

Ces trois impacts : éducation et formation d'une part, efforts techniques à vulgariser par les cadres moyens d'autre part, enfin organisation économique, commercialisation et crédit, ces trois champs de recherches et d'expérimentations doivent être poursuivis de pair. Il importe donc de créer, à la dimension du problème, et au niveau du cultivateur, cette structure adaptée aux contextes économiques, sociologiques, de telle sorte qu'en face de la structure verticalisée, interministérielle où l'éducatif, la technique, l'économie ont des cloisons étanches, le producteur soit groupé, associé et encadré.

C'est pourquoi cette structure doit être *horizontale*, c'est-à-dire qu'elle doit regrouper en son sein ceux qui sont l'émanation des Ministères, pour qu'ils concourent sur le tas, tous ensemble, à un même objectif, avec des moyens mis en commun et des méthodes uniques.

Cette structure doit être *puissante*, afin qu'un dialogue réel tout naturellement s'instaure entre l'Etat et le producteur-citoyen, encadré, défendu, éduqué. Aussi un interlocuteur organisé, avec lequel il pourra dialoguer.

Cette organisation régionale doit être, bien entendu, *rationnelle et efficace*. Il n'y a pas de recette en la matière. L'objectif fondamental doit être de valoriser les moyens mis en place, d'utiliser au mieux les cadres disponibles et de concentrer les crédits. Cette structure, encore une fois, n'est pas préfabriquée; elle doit être adaptée, légère s'il le faut, concentrée si l'importance et la valeur de l'investissement le requièrent. Elle doit en tout cas et en toutes façons être *souple*, car il est nécessaire que le responsable de la structure puisse acheter, ven-

dre, embaucher, licencier, contracter, sous-traiter et construire. Le responsable de cette structure doit pouvoir organiser la coordination des services, le contrôle des agents et des moyens, et enfin assurer ce dialogue entre cultivateurs et techniciens.

CONCLUSIONS

La réalisation de ces objectifs est soumise à d'immenses difficultés parce que nous avons affaire à des hommes et à des femmes et non pas à une matière inerte, transformable, pliable à merci, parce que les inter-actions entre les différents secteurs jouent et que l'Etat et le technicien n'en sont pas maîtres.

En conclusion, je terminerai sur une vérité d'évidence et toutes les expériences conduites jusqu'ici de par le monde le prouvent : toute action partielle ne peut apporter que des fruits amers.

Un encadrement dense, quelle que soit la valeur des cadres qui sont sur le terrain, s'il n'a pas en amont l'animation et l'éducation du milieu, et s'il n'a pas en aval l'organisation de la commercialisation ne servira à rien.

Une action d'animation, une action éducative de masse si elle se répand dans le milieu seul et si elle n'a pas pour l'étayer de sa technique et de sa connaissance un encadrement dense, organisé dans une structure appuyée par les investissements, ne servira à rien. Au contraire, elle peut créer dans le pays des insatisfactions qui risquent de compromettre son action et d'instaurer l'instabilité.

Un investissement lourd, onéreux, des aménagements à 500 ou 500.000 francs l'hectare, ne serviront à rien si le milieu n'est pas éduqué, si l'encadrement est inexistant et s'il n'y a pas là encore la structure commerciale et le crédit qui permettront au cultivateur inséré dans le casier de pouvoir faire jouer ce facteur économique qu'est le profit.

Tout cela ne peut se faire que par une structure qui rassemble, comme je l'ai dit tout à l'heure, les trois facteurs du succès : l'animation et l'encadrement, la technique, le crédit, la commercialisation.

On peut dire aujourd'hui que l'art de la technique est au point. La recherche agronomique a sans doute elle, dans le secret de ses stations et de ses laboratoires, vingt ans d'avance sur la technique de masse, mais cette technique elle-même est suffisante. Les connaissances

des problèmes techniques sont assez approfondies pour que nos ingénieurs dominent la contrainte naturelle, tout au moins l'appriivoisent.

Le difficile, c'est de vulgariser. Et, pour cela, je dirai que le problème du monde rural et surtout le problème du monde rural dans le Tiers-Monde n'est plus un problème de connaissance, n'est plus un problème de technique, mais un problème d'organisation.

Imaginer, concevoir les structures administratives, techniques, professionnelles, qui permettent à ces techniques, à ces moyens et à ces hommes de se développer harmonieusement et de pair, concourir par tous les moyens à mettre en œuvre l'industrie des hommes, le potentiel de la nature et le savoir, voilà l'effort imaginatif d'organisation qu'il faut entreprendre, sans lequel rien ne peut être mis en place et qui conditionne le tout.

Conférence publique prononcée à Tananarive par Monsieur Paul MASSON, Directeur Général du B.D.P.A., le 18 mars 1965, au Centre Culturel Albert Camus.